

Bernard Brodie (ed.), *The Absolute Weapon: Atomic Power and World Order*, New York, Harcourt, Brace, 1946, 214 pp.

Contributeurs : **Frederick Dunn, Bernard Brodie, Arnold Wolfers, Percy Corbett, William T.R. Fox.**

Par Bernard Boëne

L'effet de sidération produit par l'apparition des armes nucléaires, en août 1945, n'a pas laissé les penseurs de la stratégie inertes face à l'événement : dans les mois qui suivent, certains se font entendre pour évaluer les conséquences sur l'art de la guerre qu'emporte l'existence de ces armes nouvelles. Dès octobre de la même année, l'amiral Castex publie dans la *Revue de Défense Nationale* un article, "Aperçus sur la bombe atomique", qui saisit immédiatement ce qu'il appelle le "pouvoir égalisateur de l'atome". Mais des stratégestes américains ne tardent pas à le suivre. Trois auteurs, Jacob Viner, Bernard Brodie et William Borden, fixent dès 1946 les termes et le cadre de la réflexion à venir sur les armes de destruction massive.

Le contexte et les hommes

Le premier, professeur d'économie à l'Université de Chicago (là où Enrico Fermi avait réalisé la première réaction en chaîne nucléaire contrôlée et auto-entretenu en décembre 1942), y a dirigé la thèse de doctorat du second, soutenue en 1941. Ils y ont tous deux participé dans l'entre-deux-guerres au "Causes of War Project", ensemble de mémoires et thèses accumulés sur le sujet depuis 1926 et que synthétisera Quincy Wright en 1942 dans une somme monumentale.¹ Ils y côtoient le sociologue William Ogburn, initiateur d'une théorie dite du *cultural lag*, éclairante pour la suite puisqu'elle insiste sur le décalage temporel entre culture matérielle, soumise au rythme de plus en plus rapide de l'innovation technologique, et culture symbolique, qui peine à la suivre et à s'y adapter.² Si Ogburn et Wright ne sont jamais loin, Viner est à n'en pas douter l'inspirateur direct de Brodie, lequel a influé sur Borden, qui le complète en cherchant à s'en démarquer radicalement sur des points centraux.

¹ Quincy Wright, *A Study of War*, Chicago, University of Chicago Press, 1942, 2 vols.

² Cette théorie s'impose à Ogburn moins comme une spéculation que comme une évidence empirique. Il n'en est en réalité que le codificateur : l'idée, tirée de l'anthropologie américaine d'avant 1914, et qu'on trouve déjà chez Veblen, est dans l'air du temps depuis quelques années lorsqu'il s'en empare en 1922 (cf. William F. Ogburn, *Social Change*, New York, Huebsch). S'appuyant sur les statistiques d'inventions (celles de Kroeber en particulier), il affirme que le progrès technologique s'accumule à un rythme exponentiel, rythme que les institutions sociales ne peuvent suivre si on ne les y aide pas, et qui est source de désorganisation de la personnalité des individus comme de la société tout entière. Venant quatre ans après la fin de la Grande guerre, dont elle fournit une interprétation simple, cette thèse fait l'objet d'un puissant consensus – sans que personne ne trouve à redire à son historicisme technologique ou au présupposé holiste d'une interdépendance organique des divers aspects ou parties de la société et la culture : pragmatisme oblige, ou permet. Elle va constituer la matrice de presque tous les travaux accomplis au cours des décennies suivantes.

Dissuasion anti-cités : Brodie et l'“arme absolue”

Bernard Brodie est des trois le plus célèbre : Jacob Viner ne produira qu'un très court article,³ et William Borden, auteur d'un seul ouvrage,⁴ reste aujourd'hui encore relativement obscur en dehors du petit monde de la stratégie nucléaire. Brodie est, au début de sa brillante carrière, un spécialiste de stratégie navale : sa thèse, dans le droit fil de la tradition lancée en 1890 par l'amiral Mahan (*The Influence of Sea Power upon History*), lui ajoute une réflexion autour de l'impact sur les marines de guerre des inventions apparues au 19^e siècle, et de leurs conséquences sur la politique internationale entre 1814 et 1918.⁵ Un tel point de départ le prédisposait sans doute plus que d'autres à s'interroger, dès la fin de la guerre, sur les mutations à attendre de ce qu'il appelle l'arme absolue.

Il rédige 90 des quelque 200 pages du volume collectif qui nous occupe, préparé à l'Institut d'études internationales de Yale (celui qu'avait fondé Nicholas Spykman) en compagnie de Frederick Dunn, Arnold Wolfers, Percy Corbett et William T.R. Fox. Ces pages, qui ne susciteront qu'un écho immédiat des plus faibles, sont géniales de prescience puisqu'on y trouve l'essentiel des principes de la dissuasion anti-cités.

Brodie affirme que la bombe atomique introduit des différences qui ne sont pas seulement de degré mais de nature dans l'univers stratégique. Elle ne rend certes pas la guerre absolument impossible, mais la seule menace de représailles surpuissantes, non discriminantes et surtout instantanées, constitue un facteur fort d'inhibition de la guerre par dissuasion mutuelle entre puissances qui en disposent. La raison en est qu'il n'existe pas de défense à toute épreuve contre la bombe : un taux de destruction en vol de 90% des vecteurs serait insuffisant pour éviter la catastrophe. Les concentrations urbaines et industrielles sont la seule cible logique d'une telle arme, qui bouscule non seulement la hiérarchie de la puissance – de petits États pourront désormais tenir tête à de plus grands (a-t-il lu Castex ?) – mais encore les raisonnements et la planification stratégiques.

En particulier, la marine, qui occupe la première ligne de défense traditionnelle des puissances insulaires, devra céder le pas à l'aviation stratégique, sur laquelle repose la crédibilité de la menace de représailles. Cependant, les milliers de bombardiers utilisés au cours de la Seconde Guerre mondiale contre l'Allemagne et le Japon ne seront plus nécessaires puisque seuls quelques dizaines de bombes suffisent à infliger des dommages insupportables à l'adversaire. Il faudra donc réorienter l'essentiel des forces aériennes vers le transport stratégique à longue distance des troupes terrestres chargées de se saisir des moyens de riposte adverses restants.

La seule façon de procéder à l'âge atomique étant l'attaque surprise massive (que la Constitution interdit à l'Amérique), la protection contre le danger passe par une limitation de l'étendue des dommages, et par une préservation de la capacité de représailles

³ Jacob Viner, “The Implications of the Atomic Bomb for International Relations”, *Proceedings of the American Philosophical Society*, vol.20, 1946, pp. 53-58.

⁴ William Borden, *There Will Be No Time: The Revolution in Strategy*, New York, Macmillan, 1946.

⁵ On la connaît dans sa version publiée sous le titre *Sea Power in the Machine Age*, Princeton, Princeton University Press, 1941.

instantanées. En d'autres termes, il faut s'y préparer à l'avance : la défense civile (abris, stockage de vivres et médicaments, dispersion du potentiel économique, scientifique et militaire, nouvelles normes architecturales et d'urbanisme) et l'organisation des forces seront, le moment décisif venu, celles qui existent. Il est parfaitement vain de penser, comme on l'avait toujours fait jusque-là, en termes d'une distinction tranchée entre temps de paix et temps de guerre, et de montée en puissance graduelle d'une mobilisation générale du pays après le déclenchement des hostilités.

Dans ces conditions, le danger est de voir l'inertie conservatrice que secrète naturellement l'esprit militaire s'opposer aux changements indispensables. Les généraux victorieux de 1945 continueront à appliquer les recettes stéréotypées qu'ils appellent "principes de la guerre", désormais inadaptés parce que fondés sur la recherche de l'avantage relatif, notion que l'arme absolue a rendue obsolète. On peut s'attendre à les voir résister à la nouvelle hiérarchie du prestige et à la division du travail souhaitable entre les armes et les armées. Surtout, il n'est pas certain que politiques et militaires saisissent rapidement et absorbent la nature et l'étendue des changements qui seront à mettre en œuvre dès que prendra fin le monopole atomique des États-Unis. Le point le plus important est conceptuel : il réside dans l'idée qu'une guerre ne peut être gagnée car l'adversaire atomique, même vaincu, conservera la capacité de détruire les centres vitaux et une bonne partie de la civilisation matérielle du "vainqueur". La raison d'être nouvelle des armées est d'éviter la guerre.⁶ L'horizon stratégique à venir n'est donc plus la victoire face à un adversaire lui-même doté d'armes atomiques, mais la dissuasion d'agressions majeures.

Dissuasion "anti-forces": Borden et le sens de la révolution stratégique

C'est précisément l'idée que récuse William Borden. Pour lui, si l'atome a introduit une révolution, c'est moins dans les faits stratégiques eux-mêmes que dans l'esprit d'analystes qui font une lecture erronée des enseignements du dernier conflit mondial. En réalité, loin de rendre caducs les principes de la stratégie traditionnelle, la bombe a renforcé pertinence de nombre de leurs éléments. Contrairement à Brodie, il part du postulat qu'une défense est possible : il ne peut le faire qu'en se projetant dans un avenir lointain, fait de missiles intercontinentaux interceptables par des missiles antimissiles. Il affirme que l'horreur de bombardements stratégiques conduira les adversaires à épargner les villes et à concentrer leurs efforts de destruction sur les forces. Dans ces conditions, la guerre atomique peut donner lieu à une victoire significative, et il faut donc prendre les moyens de la gagner.

Un large éventail de ressources et de tactiques offensives et défensives anti-forces doit par conséquent être imaginé pour dissuader, et le cas échéant, vaincre. Borden décrira ainsi des silos de missiles "durcis" pour résister à une frappe atomique, le déploiement en haute mer de vecteurs intercontinentaux, le lancement de représailles sur préavis d'alerte

⁶ Les phrases aujourd'hui célèbres apparaissent à la page 76 : "Thus far the chief purpose of our military establishment has been to win wars. From now on its chief purpose must be to avert them. It can have almost no other useful purpose".

radar en cas d'attaque stratégique inopinée, et autres plans qui ont dû sonner étrangement aux oreilles de ses contemporains.

L'ouvrage

L'Introduction de *The Abosolute Weapon* a pour rédacteur Frederick Dunn, directeur du Yale Institute of International Studies.⁷ Elle s'ouvre par l'affirmation du caractère révolutionnaire et moralement indéterminé de l'arme atomique. La hiérarchie de la puissance s'en trouve bousculée, puisque de petites nations pourraient dans l'avenir s'en emparer pour tenir en respect de bien plus grandes qu'elles. Surtout, la perspective d'un anéantissement du vainqueur comme du vaincu enlève une bonne partie de son sens à la notion de victoire stratégique.

Peut-on exercer sur cette arme, et sur les lourdes menaces qu'elle engendre, un contrôle efficace ? Après quelques envolées conceptuelles, la plupart des observateurs et analystes de la scène politique mondiale se réfugient dans un silence circonspect : leurs analyses n'ont produit que de maigres résultats, et la formule miracle est, semble-t-il, hors de portée.

En l'absence d'autorité mondiale souveraine, la neutralisation militaire de l'atome devra passer par des traités. L'expérience historique n'incline pas à l'optimisme sur leur capacité à garantir la paix lorsque les circonstances ne s'y prêtent pas. Or, à l'âge atomique, le premier État à violer des accords de désarmement jouirait d'un avantage énorme : l'incitation à transgresser le traité serait donc permanente. Un contrôle international des matières fissiles et de leur usage serait sans doute propre à limiter les risques. Mais pour l'essentiel, c'est en réduisant à rien l'espérance de gain stratégique d'un agresseur atomique potentiel, c'est-à-dire en le menaçant de représailles de même nature, qu'on peut espérer échapper à la catastrophe.

Certes, c'est là une médecine surpuissante, qui ne garantirait que contre une attaque surprise. Un système de contrôle international et une diplomatie prudente, cherchant à réduire les tensions, demeurerait nécessaires. En d'autres termes, le meilleur moyen d'éviter la guerre atomique est de renoncer à la guerre elle-même ; simultanément, la plus puissante source inhibition de la guerre est, paradoxalement, la possibilité de déclencher dans l'instant une guerre atomique massive.

La nature intime du paradoxe stratégique de l'atome et de ses conséquences militaires fait l'objet des deux chapitres, aujourd'hui classiques, rédigés par Bernard Brodie. La bombe, écrit-il pour commencer, n'est pas susceptible d'un emploi discriminant. Sa puissance est telle que des forces aériennes pas plus importantes que celles de la Seconde Guerre mondiale pourraient anéantir toutes les villes et pratiquement l'intégralité du potentiel industriel d'un grand pays en une seule journée. Contre une telle

⁷ Ni l'homme ni l'organisme qu'il dirige ne sont pour le lecteur de *Res Militaris* des inconnus : ils figurent en place centrale dans l'article signé d'Olivier Zajec dans le numéro précédent de la revue (vol.4, n°1, Hiver-Printemps 2014) sous le titre : "Introduction à *The Geography of the Peace*, de Nicholas J. Spykman" (<http://resmilitaris.net/index.php?ID=1018476>).

menace, aucune défense n'est présentement adéquate, et la probabilité est faible qu'il en aille autrement dans le futur. Contrairement à ce qu'on a vu lors des campagnes de lancement de V1 et V2 allemands sur Londres, où une défense ne laissant passer que 25% des fusées (dont moins de 10% atteignaient la ville) était considérée comme efficace, la défense contre des avions ou des fusées porteurs de bombes atomiques rendrait efficacité synonyme d'étanchéité aérienne absolue de la zone-cible. Des contre-mesures technologiques défensives peuvent apparaître, comme elles l'ont toujours fait dans l'histoire militaire selon le schéma de la dialectique épée-cuirasse, mais il est douteux qu'elles garantissent un jour une sécurité à toute épreuve face à une arme de destruction massive instantanée.

L'atome confère une importance primordiale au développement de nouveaux moyens de livraison, mais démultiplie aussi la capacité destructive des moyens existants. Les fusées V1 et V2 ont coûté fort cher aux Allemands eu égard à leur puissance de destruction. Cette balance coût-avantages devient en revanche fortement positive avec l'arme atomique, aussi élevé que puisse être le prix des nouveaux vecteurs. Un calcul similaire vaut pour les bombardements par avion : là où des centaines d'appareils étaient nécessaires, et où un compromis entre distance à parcourir et capacité d'emport devait être trouvé, un seul avion transportant une bombe unique peut désormais produire le même effet. Bien plus, la géographie et le rayon d'action des bombardiers de la dernière génération se conjuguent pour exposer n'importe quelle grande ville américaine ou soviétique au risque de connaître le sort d'Hiroshima, ou pire. Contrairement à ce que pense le général H.H. Arnold, la supériorité aérienne américaine ne suffira pas à protéger les concentrations urbaines du pays. Pearl Harbor a déjà montré que des forces aériennes numériquement inférieures pouvaient, à la faveur de la surprise, endommager gravement celles d'un État plus puissant. La maîtrise du ciel n'a pas le même sens absolu que la maîtrise des mers. Quel général aviateur disposant de 9000 appareils pré-alertés pourrait garantir que, si 3000 avions ennemis survolaient en ordre dispersé le territoire des États-Unis pour bombarder les 92 villes américaines de 100 000 habitants et plus (29% de la population totale), aucune d'elle ne serait atomisée ?

Or, les villes sont la seule cible rationnelle d'un agresseur atomique : *“On ne tire pas le lièvre avec un fusil de chasse à l'éléphant, surtout si des éléphants sont dans les parages”*. Si un camp peut éliminer les grandes agglomérations de l'autre sans risquer de perdre les siennes, il en tire un avantage qui vaut victoire. Des cibles dispersées et de faible volume ou valeur présenteraient le défaut d'exposer l'agresseur à des rendements de destructivité rapidement décroissants. Par conséquent, le nombre absolu de bombes disponibles n'est pas à lui seul un gage de supériorité décisive : le fait de n'en avoir que 2000 alors que l'adversaire en possède 6000 n'a aucune signification militaire *si 2000 suffisent* à détruire son économie. La livraison par air, si possible avec effet de surprise, est la meilleure manière de procéder.

Même si, pour vingt ans au moins, le nombre de bombes sera affecté par une rareté relative (en raison de facteurs techniques et économiques), le potentiel d'extraction de

matières fissiles est largement suffisant, et géographiquement assez répandu de par le monde, pour assurer une abondance d'armes atomiques : plus qu'il n'en faut pour détruire des cibles de valeur stratégique concentrée. Une élévation de la puissance des armes, jusqu'à un optimum restant à déterminer, est également dans l'ordre du probable.

Il faut donc s'attendre à voir, outre le Royaume-Uni et le Canada (qui partagent avec l'Amérique le secret de sa fabrication), d'autres pays encore se doter de l'arme absolue dans les 5 à 10 ans qui viennent. Son coût élevé ne sera pas un obstacle insurmontable, d'autant que la déontologie scientifique exclut qu'on puisse préserver le secret dans son entier.

La caractéristique la plus révolutionnaire de l'atome n'est pas tant sa capacité de destruction que l'instantanéité de ses effets. Le niveau de dommages engendrés par une guerre classique en quatre ou cinq ans sera atteint en quelques jours. Il sera donc beaucoup plus difficile de s'en protéger, sauf à évacuer les villes dès que se profile le temps de crise. Des défenses militaires, on l'a vu, ne garantiraient pas la sécurité, et la guerre préventive est impensable, aux États-Unis, pour des raisons constitutionnelles.

Faut-il donc désespérer, et considérer avec J. Robert Oppenheimer que l'arme atomique est intrinsèquement celle de l'agression, de la surprise et de la terreur, sans possibilité aucune de se prémunir contre elle ? Une telle vision ne tient que si l'agresseur se croit à l'abri de représailles elles-mêmes atomiques. Si tel n'est pas le cas, la surprise ne sera pas aussi grande, car il tentera d'évacuer ses propres villes au moment de frapper, ce qui ne saurait se faire en quelques instants. Il lui faudra alors prendre le risque de subir lui-même des dégâts si importants que la victoire n'en vaudrait pas le prix. La menace de représailles n'a pas besoin d'être effective à 100% : il suffit qu'elle soit probable, ou qu'on soit persuadé de sa réalité, car en la matière la perception est plus importante que le fait.

L'atome ne rend certes pas la guerre absolument impossible, mais en cas de dissémination, des dispositions tendant à rendre son emploi possible et probable contre l'agresseur atomique sont clairement de nature à inhiber l'agression.

La politique militaire devra tenir compte de circonstances ou de paramètres divers. Le monopole américain n'est pas destiné à durer, et il faut s'attendre à une compétition technologique dans le domaine des vecteurs ; le degré de concentration spatiale des populations, des ressources industrielles ou des moyens de gouvernement et de commandement, dans un camp et dans l'autre (il est plus élevé en Amérique et en Angleterre que dans la plupart des régions d'Europe et d'Asie), sera à prendre en compte ; la sensibilité comparée des opinions publiques aussi, bien qu'il soit peu probable que celle d'un État totalitaire échappe entièrement à l'angoisse d'une destruction atomique.

Le facteur le plus critique réside dans la capacité des autorités militaires à adapter leurs doctrines et la planification qui en découle aux réalités de l'âge atomique. Le conservatisme intellectuel des généraux n'est pas nouveau, mais il risque de constituer un obstacle sérieux au lendemain d'une guerre victorieuse et dont ils tirent prestige, mais qui ne fournit pas de modèle pour l'avenir. L'expérience annoncée par l'*US Navy* pour l'été

1946 est de mauvais augure : il s'agit de tester la vulnérabilité de la flotte à une frappe atomique, alors même que les bâtiments de la marine offrent une bien piètre cible à un agresseur. L'utilité même de forces navales est remise en cause par l'atome, puisque si l'industrie est détruite, la marine n'a plus à protéger le trafic maritime (matières premières, exportations), et qu'elle ferait relâche dans ses ports d'attache en pure perte par absence de pièces et de services.

Il faut certes envisager le cas d'une guerre où l'atome, bien que présent, ne serait pas utilisé. Mais, dans ce cas même, l'ombre de l'arme atomique planerait sur les dispositions stratégiques et tactiques des deux camps, et changerait en conséquence les modalités du conflit de manière fondamentale. Une guerre non atomique entre puissances dotées de l'atome est en réalité peu probable, car le camp bénéficiant d'un avantage temporaire *décisif* en nombre de bombes et de vecteurs sera tenté d'en profiter avant que cet avantage ne disparaisse. Elle est plus vraisemblable si les adversaires sont en mesure de s'infliger mutuellement des dommages très élevés en termes d'infrastructures urbaines et industrielles. Cependant, on voit mal pourquoi la crainte réciproque serait assez forte pour inhiber l'emploi de bombes atomiques, mais trop faible pour inhiber la guerre elle-même.

La dissuasion par menace de représailles, en revanche, serait moins efficace dans des situations dissymétriques. Dans le cas d'un conflit entre une puissance atomique et une autre qui ne l'est pas, le chantage à l'emploi de l'atome, à condition d'être crédible, aurait toutes les chances de porter ses fruits. Dans le cas de deux puissances atomiques inégales au plan industriel, l'incitation serait forte pour le camp le moins industrialisé de faire jouer le pouvoir égalisateur de l'atome en profitant de la difficulté qu'aurait l'adversaire à lui infliger des dommages comparables. La tentation de prendre les devants serait alors permanente pour les deux camps.

La comparaison est souvent faite par les plus optimistes avec le non-emploi des gaz de combat pendant la Seconde Guerre mondiale. Ce parallèle repose sur une analogie très imparfaite, car l'utilité tactique d'un épandage de gaz était inférieure au lâcher de bombes classiques à capacité d'empport égale. Dans ces conditions, le risque de discrédit moral, donc d'une perte de ressources de propagande, pour cause de violation des conventions internationales adoptées avant-guerre, était supérieur aux gains militaires escomptés. Ce n'est donc pas ici un pur effet de dissuasion mutuelle, mais celui d'une balance coûts/avantages défavorable à cette arme non décisive, à laquelle on pouvait en substituer d'autres, plus efficaces. En revanche, seul l'atome peut arrêter l'atome dans certaines conditions de réciprocité et de symétrie, et aucun traité ne saurait obtenir le même résultat en l'absence de ces conditions.

Si la voie des traités est peu sûre, et celle de l'attaque préventive inenvisageable pour l'Amérique, comment s'adapter au nouveau contexte ? La seule façon de se protéger est de prémunir contre une surprise stratégique en organisant la survie du pays face à une attaque qui ne pourrait être que massive. Des destructions de villes sont inévitables, mais on peut chercher à en limiter l'impact, et surtout préserver la capacité de représailles. Il faudra pour ce faire que les forces armées se rendent indépendantes du soutien des zones

urbaines et industrielles. Par conséquent, les armées doivent se préparer à réagir avec les moyens organiques et les stocks existants. Les militaires qui continuent à raisonner en termes de mobilisation générale et de montée en puissance étalées dans le temps commettent une lourde erreur : l'atome est une menace de tous les instants, et la distinction temps de paix/ temps de guerre a vécu. La capacité de réaction devra être instantanée.

Les forces qui livreront bataille après une attaque atomique devront s'articuler en trois grandes composantes : forces de représailles atomiques, forces d'invasion et d'occupation du territoire ennemi, forces de défense du territoire national et d'organisation des secours. La première composante sera aérienne (avions, fusées), et soumise à une forte contrainte de dispersion et de protection (stockage souterrain) de ses moyens dès le temps de crise. Un réseau de communication complètement autonome devra être à sa disposition, de même que des procédures de délégation d'autorité en cas de destruction des centres de décision politique ou de commandement militaire. La seconde catégorie de forces comprendra des hommes surentraînés, donc des soldats de métier, capables de se saisir des moyens de riposte atomique de l'ennemi. Ces forces seront nécessairement terrestres, mais parachutables dans des délais très courts, ce qui suppose des capacités de transport stratégiques importantes. N'ayant désormais besoin que d'un nombre limité de bombardiers porteurs de la bombe, les forces aériennes devront se reconvertir dans le transport et le soutien logistique des troupes offensives au sol. La distance et la capacité d'emport seront alors pour les appareils utilisés à cette fin une difficulté centrale (contrairement aux bombardiers stratégiques allégés par la substitution de l'atome aux explosifs classiques). Enfin, les forces de la troisième composante, défensive, devront être nombreuses, donc recrutées par la conscription. Cependant, cette main-d'œuvre citoyenne n'aura guère le temps de s'instruire après l'attaque initiale : il lui faudra consister en réserves entraînées, mobilisables dans l'instant et bénéficiant d'équipements préstockés. La contrainte de dispersion se fera sentir là aussi.

On aura sans doute remarqué que la distinction principale dans cette articulation des forces oppose des éléments offensifs à d'autres, essentiellement défensifs, et non, comme il est de tradition, des forces terrestres, navales et aériennes. On aura remarqué également que si des composantes terrestres et aériennes y jouent un rôle, la marine en est absente. Ce n'est pas un hasard : la dimension navale de la guerre a connu son apogée pendant le dernier conflit mondial, et n'est destinée qu'à tenir une place secondaire à l'âge atomique. La défense des côtes sera la tâche essentielle de la flotte. À plus long terme, toutefois, l'aviation embarquée, plus tard les missiles lancés à partir de bâtiments de surface, présenteront l'intérêt de pouvoir livrer la bombe atomique au plus près des cibles. La difficulté de localisation d'une flotte de haute mer réduira la vulnérabilité à une attaque préventive adverse contre la capacité de frappe atomique. On peut douter pourtant que l'aviation à long rayon d'action, et ultérieurement les fusées, perdent leur prééminence stratégique.

Une résistance de la marine à la perte de son rôle traditionnel de première ligne de défense aux États-Unis est dans l'ordre du vraisemblable. Les pressions de l'opinion

publique pour une allocation optimale de ressources d'un coût d'autant plus élevé que leur volume sera nécessairement très important, seront alors d'un précieux secours. L'argent gaspillé dans un armement naval inutile manquera à des secteurs plus essentiels à la survie du pays.

Le dernier volet consiste en des mesures de défense civile. Il faudrait dans l'idéal reconstruire les villes en les dispersant. Certains auteurs préconisent de leur donner une forme linéaire ou cellulaire. Mais outre qu'une transformation de New York en ville-ruban mettrait une extrémité à quelques centaines de kilomètres de l'autre, ou qu'une ville vulnérable à une frappe unique, une fois divisée en trois modules séparés de 10 kilomètres, serait à la merci de trois frappes, de tels projets relèvent de l'utopie économique et politique pure et simple. En revanche, il est possible et hautement souhaitable de disperser et de compartimenter les implantations industrielles, scientifiques, médicales ou de stockage à venir. Des normes de construction destinées à résister au souffle atomique sont à prévoir, tout comme la multiplication d'abris temporaires. Il n'est pas certain que de telles dispositions servent à quelque chose, mais c'est le mieux qu'on puisse faire pour réduire l'impact d'une attaque massive surprise, c'est-à-dire pour limiter son intérêt aux yeux de l'agresseur potentiel.

Les trois chapitres rédigés respectivement par Wolfers, Corbett et Fox se rapportent à la situation politique internationale de l'époque, et (contrairement à ceux, étonnamment modernes, de Brodie) sont aujourd'hui datés. Ils ne manquent pourtant pas d'intérêt. Wolfers explore l'impact de la bombe atomique sur les relations américano-soviétiques. Il reconnaît son utilité limitée lorsqu'il s'agit de peser sur les intentions de l'URSS à l'égard de l'Europe orientale ou de l'Asie : il faut à l'emploi de l'atome des enjeux plus immédiats, plus centraux, ou moins périphériques. Si la bombe dissuade, elle ne peut guère persuader. Il voit que l'Amérique ne peut profiter de son monopole temporaire, quand bien même ce serait, comme le demandent certains idéalistes, pour unifier le monde et ainsi, par une contrainte vertueuse, éviter son suicide. Les principes de la démocratie américaine ne permettent pas de s'en prendre, sans raison occasionnelle, à l'allié de la veille. La négociation, bilatérale ou par l'intermédiaire des Nations-Unies, d'une destruction des armes existantes en échange d'un engagement soviétique de ne pas fabriquer de bombes et de garanties donnant lieu à vérification (inspection), n'est guère plus prometteur. Le savoir-faire atomique existe, et le risque d'une possible violation de l'accord est trop grand. Le partage du secret atomique avec Staline, préconisé par certains, est irréaliste car la promesse de ne pas l'utiliser contre les États-Unis équivaldrait à maintenir indéfiniment l'infériorité militaire de l'URSS, ce à quoi elle ne consentira pas. L'internationalisation de l'atome, avec remise des armes existantes à une force de police sous contrôle de l'ONU, ne pourrait empêcher (par le jeu du veto au Conseil de sécurité) une guerre éventuelle entre Américains et Soviétiques, où ces armes deviendraient un enjeu central. Et, en dehors même de cette hypothèse, le sentiment d'insécurité de l'URSS devant l'atome serait à peine moins grand que dans la situation présente.

Lorsque le monopole aura pris fin, les États-Unis seront dans une position de vulnérabilité sans précédent historique. La psychologie nationale s'en trouvera changée, et le risque n'est pas à écarter de se conduire vis-à-vis de Staline comme les Britanniques des années 1930 vis-à-vis d'Hitler. Cependant, si l'on ne peut obliger l'URSS à se conformer aux désirs de paix des États-Unis, il est possible grâce à l'atome de la dissuader d'attaquer, alors que la faiblesse de la RAF mettait Hitler à l'abri de représailles éventuelles. Tout dépendra des enjeux et des conditions que l'opinion jugera ou non légitimes pour un passage de la menace à l'acte. Or, la perception par des pays tiers⁸ d'une hésitation américaine à s'engager à leurs côtés pourrait les précipiter dans les bras de l'URSS. La peur de l'atome pourrait fort bien conduire à une attitude conciliante de part et d'autre, mais elle peut tout aussi bien mener à une course aux armements et à l'affrontement entre les deux nouvelles grandes puissances.

Il y a donc, en 1946, trois lignes de défense américaines face au danger atomique. La première est une diplomatie prudente à l'égard de l'Union soviétique, à l'exclusion de concessions unilatérales comme de toute provocation ; la seconde est de jouer la carte des Nations Unies, en se souvenant que les rapports entre États-Unis et URSS y jouent un rôle primordial ; la troisième est militaire et repose sur l'idée de dissuasion par menace de représailles : la perspective d'une fin prochaine du monopole atomique américain ne peut raisonnablement alarmer, car plus les risques seront importants et évidents, plus la stabilité des relations bilatérales sera grande.

Percy Corbett s'intéresse aux conséquences de l'existence d'armes atomiques sur le devenir des organisations internationales. Le nouveau cliché à la mode, écrit-il d'entrée, est que la bombe a rendu la Charte de San Francisco anachronique. Or, le désir d'un gouvernement mondial a été aiguisé plus qu'émoussé par la terreur atomique des populations. On a même vu les Britanniques, gouvernement et opposition réunis, accepter publiquement de discuter du sacrifice de leur souveraineté nationale. Jusqu'où peut-on espérer aller dans cette direction ? Les nouvelles grandes puissances ne sont guère enthousiastes, mais les petits pays le sont moins encore : les Australiens, par exemple, ont fait savoir en novembre 1945 qu'ils n'accepteraient pas d'abandonner leur autonomie au profit d'un État mondial centralisé où leurs intérêts seraient très minoritairement représentés.

Les Nations Unies peuvent-elles prospérer à l'âge atomique ? Déjà, les petites nations se plaignent de la façon cavalière dont les grandes traitent l'Assemblée générale. Et la probabilité est faible qu'un pays menacé d'une attaque atomique attende le jugement du Conseil de sécurité, sur le fondement de l'Article 51, pour réagir. La seule parade serait

⁸ L'hypothèse de l'accession de pays tiers au statut de puissance atomique est évoquée dans le cas de la France. Wolfers entrevoit tout le parti que les Français pourraient tirer, en termes de restauration de l'influence et du prestige perdus, de la possession d'armes de cette nature, puisqu'elle leur donnerait la possibilité d'un jeu de bascule entre Est et Ouest (même si les gains que l'URSS pourrait en espérer dépendraient de circonstances imprévisibles). La moindre fascination exercée sur le lecteur de *The Absolute Weapon* aujourd'hui n'est pas que non seulement Brodie y cerne dans leurs grandes lignes les ingrédients de la future doctrine nucléaire française, mais encore que la politique étrangère gaulliste y est entrevue par Wolfers avec 12 ans d'avance.

que le Conseil dispose lui-même d'armes atomiques pour dissuader une agression éventuelle. Les Articles 43 et 45 le permettraient, mais la méfiance et la crainte qui entourent la bombe dans un climat de concurrence entre superpuissances rendent cette hypothèse improbable. Peut-on alors retirer à l'ONU la compétence en matière atomique et limiter son mandat à l'inhibition des agressions subatomiques, en espérant que des négociations bilatérales directes pourront régler le problème ? L'organisation se transformerait alors de fait en un directoire des grandes puissances, exerçant son autorité sur le reste du monde, ce qui va sans doute à l'encontre de l'inspiration de sa Charte. Les cinq Grands du Conseil, et l'URSS moins que les autres, ne renonceront pas à leur droit de veto, condition préalable (en dehors d'un consensus improbable) à l'imposition d'une solution à des conflits, et d'une évolution vers un véritable gouvernement mondial. Même si c'était le cas, la majorité prendrait-elle le risque d'une guerre atomique contre un État dissident et agressif s'il disposait de bombes ? Il faut s'attendre à voir les pays petits et moyens chercher leur sécurité dans des alliances bilatérales ou régionales, en dehors des Nations Unies (ce que la Charte ne défend nullement).

L'évolution spontanée suscitée par l'apparition de l'atome tend donc à ramener le monde vers les conceptions régionales battues en brèche par ceux qui, pendant la guerre, faisaient valoir l'unité stratégique de la planète.⁹ L'Amérique du sud renforcera ses liens avec celle du nord, mais l'Europe se divisera entre un groupe occidental, autour de la Grande-Bretagne et de la France (si cette dernière ne verse pas dans l'orbite soviétique), tandis que le groupe oriental se placera sous la protection de l'URSS. La puissance et la moindre vulnérabilité du pays des Soviets (auquel l'espace continental n'est pas compté chichement) donneront au second groupe un surcroît d'attrait. Placés en position d'infériorité, les Européens de l'ouest se rapprocheront de l'Amérique. La bipolarisation du monde laissera peu de chances à la coopération internationale en vue d'éliminer le danger de l'atome militaire. Sauf si les initiatives lancées en mars 1946 par le Board of Consultants du Département d'État reçoivent une application pleine et entière...

Le cinquième et dernier chapitre, signé de William T.R. Fox, traite justement des perspectives d'un contrôle international de l'atome. Ayant évacué la question d'une fédération mondiale, en rappelant que l'Amérique avait payé, pour créer une "*union plus parfaite*", le prix d'une guerre civile, Fox revient brièvement sur l'autre voie possible d'une unification du monde : la conquête impériale, pour souligner qu'elle serait synonyme de guerre contre l'URSS. En cas de victoire, l'opinion publique mondiale s'opposerait à l'Amérique, qui ne pourrait sans risque transférer le pouvoir à une autorité internationale souveraine. Les États-Unis seraient donc conduits à réguler unilatéralement les affaires du monde, ce pour quoi leur culture, l'absence d'une tradition coloniale et d'une grande armée de métier les équipent fort mal.

⁹ Par exemple : Nicholas J. Spykman, *The Geography of the Peace*, edited by Helen R. Nicholl, New York, Harcourt, Brace, 1944. Traduction française intégrale (Olivier Zajec) disponible à la rubrique "Classiques" dans le numéro précédent de *Res Militaris*, à l'adresse : <http://resmilitaris.net/index.php?ID=1018479>.

De telles solutions n'ont aucun avenir, au moins à court et moyen terme, et d'autres doivent être envisagées. L'une consiste à publier les connaissances techniques nécessaires à la fabrication de la bombe atomique, dans le dessein de dissiper la méfiance quant aux intentions américaines. Cette solution, qu'elle soit d'une sagesse sublime ou d'une sottise digne de Don Quichotte, a buté d'entrée sur le problème des garanties préalables, et n'a jamais été sérieusement prise en considération. La seconde consiste à ne rien faire. Ses partisans s'opposent sur sa justification. Certains rejoignent l'activiste qu'est le Secrétaire au Commerce Henry Wallace, pour penser que l'après-guerre sera une ère d'abondance sans précédent, et que la prospérité matérielle des peuples réduira les risques de conflit. Fox relève ironiquement que si le 20^e siècle avait été plus pacifique que les deux précédents, on trouverait sans doute plus facile d'adhérer à cette vieille idée libérale. D'autres, réalistes, affirment que l'Amérique doit conserver son avance technologique pour fabriquer des bombes supérieures en puissance à celles qu'obtiendront un jour d'autres pays : comme si, lorsqu'on parle d'arme absolue, les considérations d'avantage relatif avaient encore un sens... Ces deux solutions ont deux caractéristiques communes, qui font leur faiblesse: elles sont unilatérales et s'en remettent à la seule providence.

En réalité, il faudra tenir compte de la hiérarchie des puissances. La difficulté est que la solution doit être trouvée dans un contexte bipolaire qui aura vraisemblablement disparu lorsque 20 pays disposeront de la bombe. Paradoxalement, le monopole américain peut être source de faiblesse dans la négociation internationale en vue d'une maîtrise du danger atomique. Les obstacles à un système d'inspection et de contrôle des usages de l'atome sont moins techniques que politiques. Et il faudra sans doute éduquer l'opinion américaine si l'on veut éviter que son impatience ne constitue une gêne pour les négociateurs. Les progrès, à supposer qu'ils soient possibles, ne pourront être que graduels. Les superpuissances devront accepter de voir leur liberté d'action réduite ; les États membres des Nations Unies peuvent dès maintenant s'engager à exercer des représailles collectives contre un État agresseur ; la seconde étape – une limitation des armements assortie de moyens d'inspection – ne deviendra nécessaire que lorsque d'autres pays auront découvert le secret de fabrication de la bombe ; la dernière étape, hautement hypothétique, serait une élimination complète des armes atomiques : elle n'interviendra pas dans la décennie 1940, si elle doit intervenir un jour. La solution miracle au problème est hors d'atteinte, et la seule urgence est de conserver ouvertes le maximum d'options pour l'avenir.

On s'abstiendra de commenter ces textes, qui se suffisent à eux-mêmes, sinon pour souligner qu'ils portent témoignage des évolutions de la pensée américaine d'alors sur les relations internationales (évolution qu'une comparaison avec l'ouvrage publié par James T. Shotwell¹⁰ en 1929 met bien en valeur), et sur la difficile conciliation de la culture politique libérale avec le réalisme stratégique auquel souscrivent désormais une large part des élites. Ils témoignent aussi de la prise de conscience, chez une minorité, de ce que le changement induit par l'atome n'est pas seulement de degré dans l'échelle de la

¹⁰ James T. Shotwell, *War as an Instrument of National Policy*, New York, Harcourt Brace, 1929.

destructivité, mais bien de nature : la dissuasion est un mécanisme paradoxal, qui oblige à changer les raisonnements en usage sur les rapports de puissance. Largement méconnu à sa sortie, ce petit ouvrage collectif fait rétrospectivement figure de monument de lucidité et de clairvoyance prospective.

La réception du livre

On se trouve en effet, avec ces auteurs, devant un cas intéressant de génies méconnus parce que trop en avance sur leur temps : on ne commencera à prendre Brodie au sérieux que quelque dix ans plus tard, avec l'apparition d'armes thermonucléaires à la puissance étalonnée en *méga-* et non plus en *kilo* tonnes ; Borden restera inconnu, mais verra ses idées prises en compte sous... Carter, à la fin de la décennie 1970. Or, par leurs divergences mêmes, ces deux auteurs définissent ensemble – et complémentaiement – l'enveloppe externe de toutes les analyses de stratégie nucléaire au cours des décennies ultérieures, et jusqu'à aujourd'hui. Au détail technique près, on ne fera par la suite que redécouvrir ou réinventer les bases posées par eux en 1946.

L'interprétation de cette absence d'écho parmi les contemporains doit d'abord mentionner la maigreur des effectifs de lecteurs capables de recevoir leurs écrits avec faveur. L'époque est sous le coup de l'anxiété propagée par certains des physiciens inventeurs de la bombe, rongés par le remords ou la culpabilité. Parler de l'atome de manière rationnelle et froide, en suggérant que le danger peut se retourner en inhibition de la guerre (Brodie), ou qu'il n'est pas aussi inquiétant qu'on le dit (Borden) pour la civilisation, n'est sans doute pas la meilleure façon de se faire entendre au moment où Oppenheimer affirme partout que la bombe est une arme de terreur, de surprise et d'agression contre laquelle il n'est pas de parade. Le fait que, comme de tradition aux États-Unis après chaque conflit, l'opinion se détourne massivement de la guerre, explique le reste.

Dans le cas de Bernard Brodie, pourtant, un autre facteur est à l'œuvre. L'image qu'il donne des militaires, incapables de se réformer intellectuellement car prisonniers de recettes toutes faites et de hiérarchies de prestige dysfonctionnelles, n'est pas de nature à le rendre populaire dans les armées. Il ne se départira jamais de cette vision négative¹¹ – aux antipodes de celle proposée par Lasswell en 1935, qui faisait des officiers des managers rationnels – puisqu'on la retrouve dans son dernier livre, *War and Politics*, un quart de siècle plus tard.¹² Il semble que cette attitude soit liée chez lui à une certaine arrogance intellectuelle (qu'il reconnaîtra volontiers en parlant du comportement de "prima donna" chez certains chercheurs), aiguisée par des expériences malheureuses de collaboration avec des officiers généraux¹³ : comme lieutenant de vaisseau, "nègre" de l'amiral King à l'Office of Naval Intelligence pendant la guerre, puis comme chercheur conseiller du

¹¹ Bernard Brodie & Eilene Galloway, *The Atomic Bomb and the Armed Services*, Washington, DC, Library of Congress, 1947.

¹² Bernard Brodie, *War and Politics*, New York, Macmillan, 1973.

¹³ Cf. Barry H. Steiner, *Bernard Brodie and the Foundations of American Nuclear Strategy*, Lawrence, KS, University Press of Kansas, 1991, chapitre introductif.

général Hoyt Vandenberg, chef d'état-major de l'armée de l'Air, en 1950-1951. Il est clair aussi que, sans même mentionner le ressentiment militaire devant l'invasion par des intellectuels civils d'un domaine qui était jusque-là leur chasse gardée, les solutions avancées par Brodie s'agissant de l'articulation souhaitable des forces à l'âge atomique avaient de quoi les froisser. Préconiser une *diminutio capitis* de l'US Navy, ou la mise d'une large part des forces aériennes au service de la mobilité stratégique des forces terrestres à une époque où les aviateurs vont conquérir de haute lutte leur indépendance à l'égard de l'armée de Terre, n'était pas la meilleure façon de se faire des amis dans un milieu plus susceptible que d'autres de l'écouter à défaut de l'entendre.

Toujours est-il que l'influence intellectuelle dominante en matière stratégique sera celle d'auteurs comme l'Anglais P.M.S. Blackett¹⁴ ou Vannevar Bush,¹⁵ l'ancien directeur de l'Office of Scientific Research and Development entre 1941 et 1945, pour qui à l'échelle des dommages près, la Troisième Guerre mondiale ressemblera à la Seconde. Un tel discours, même totalement dénué de prescience, pouvait paraître raisonnable à un moment où l'URSS ne possédait pas encore d'arme atomique.

Un biais intellectuel d'origine

Un autre aspect mérite d'être relevé pour finir, qui est passé totalement inaperçu à l'époque. Comme souvent chez les tenants du déterminisme technologique, Brodie tire la stratégie vers une théorisation et une pratique purement rationalistes. C'est ce qu'il souligne lui-même en 1949 dans un article de *World Politics*, où il affirme qu'il y aurait beaucoup à gagner à traiter les problèmes de sécurité à la manière des économistes, comme des problèmes d'allocation optimale de ressources rares, abordables en termes de coût et d'utilité à la marge.¹⁶

Il durcit donc, en lui donnant un biais rationnel (car elle visait alors l'irrationalité affective devant la menace atomique) l'une des idées exprimées par lui en 1946 : "*Les gouvernements sont sensibles, bien sûr, à des considérations qui ne diffèrent pas essentiellement de celles qui affectent même les individus éclairés*" (p.22). La volonté de faire de la stratégie une science, comme le suggère le titre même de l'article ("Strategy as a Science") tend ainsi à aplatir la trinité clausewitzienne de l'État (pur entendement), du chef militaire (art) et du peuple (passions), pour ramener le phénomène-guerre à la seule première dimension, ce qui tend à corroborer la thèse selon laquelle le réalisme ne garantit pas, de soi, un traitement adapté à l'objet.

Il est bien vrai que la position de Brodie à la fin des années 1940 (il en changera par la suite en revenant à Clausewitz) justifie un tel aplatissement puisqu'elle affirme que la

¹⁴ P.M.S. Blackett, *Military and Political Consequences of Atomic Energy*, New York, Whittlesey House, 1948.

¹⁵ Vannevar Bush, *Modern Arms and Free Men : A Discussion of the Role of Science in Preserving Democracy*, New York, Simon & Schuster, 1949. Faut-il rappeler que Vannevar Bush a présidé au "Projet Manhattan" de fabrication de la première bombe atomique ?

¹⁶ Bernard Brodie, "Strategy as a Science", *World Politics*, vol.1, 1949, pp.467-488.

guerre n'est pas gagnable, et doit être évitée par une préparation stratégique adaptée, ce qui rend sans objet ou influence l'art du chef de guerre et les passions du peuple dans l'acte guerrier. Que cette conception soit, non pas fausse, mais excessive n'apparaîtra que trente ans plus tard. Brodie en est moins l'initiateur – son influence immédiate a été trop exiguë pour cela – que la première illustration : le phénomène, on l'a déjà laissé entendre, est d'ordre culturel. Il annonce toutefois la domination des études stratégiques américaines par les économistes, et la matrice conceptuelle commune qu'elles finiront par répudier (non sans douleur) en prenant en compte l'épaisseur propre des cultures stratégiques à la fin des années 1970 : celle qui fait des rapports de puissance sur la scène internationale le produit d'une interaction d'acteurs unitaires soumis, de Washington à Moscou en passant par Pékin (ou Hanoi), aux seules lois universelles de la raison.

Le faible rayonnement des écrits fondateurs explique que les doctrines et pratiques de l'Administration Truman (notamment la Directive NSC-68 et la conduite de la guerre de Corée), puis celles qui auront cours dans la première année de l'Administration Eisenhower, doivent peu à la réflexion académique¹⁷ : même si elles en retrouvent une partie de la substance, elles reflètent pour l'essentiel des débats internes au Pentagone, au Département d'État, au Conseil National de Sécurité, et à la Maison Blanche. Le changement viendra en janvier 1954, avec le célèbre discours de John Foster Dulles définissant la stratégie de représailles massives, dont le caractère quelque peu fruste appelle des précisions, et invitera rapidement à la critique rationnelle. Le premier exemple en est le célèbre rapport R-266 de la Rand Corporation, qui cherchait à minimiser les coûts et les risques de la construction de bases de bombardiers stratégiques à l'étranger au milieu des années 1950, et théorise la distinction vite devenue classique entre première et seconde frappe nucléaire, et l'idée aujourd'hui banale selon laquelle la dissuasion repose sur une capacité de seconde frappe invulnérable.¹⁸

À partir de là, les sciences sociales investissent la stratégie nucléaire : l'âge d'or des années 1960 (celui des Schelling, Snyder, Kahn et nombre d'autres) s'annonce. Il est douteux qu'elles auraient pu le faire avec autant de fruit sans les fondements posés par Brodie et ses collègues en 1946.

¹⁷ Colin S. Gray, *Strategic Studies and Public Policy : The American Experience*, Lexington, KY, University Press of Kentucky, 1982, p.30.

¹⁸ Albert J., Wohlstetter, Frederic S. Hoffman, R.J. Lutz & Henry S. Rowen, *Selection and Use of Strategic Air Bases* (Report R-266), Santa Monica, CA, RAND Corporation, 1954.